

## Vœu sur le projet de loi « Pour une école de la confiance »

A Saint-Herblain aussi, depuis plusieurs semaines, de nombreux membres de la communauté éducative, enseignant.e.s, parents d'élèves, personnels communaux sont mobilisé.e.s contre des éléments du projet de loi « Pour une école de la confiance », qu'ils jugent inquiétants pour l'avenir de l'enseignement public.

Les articles 2 et 3 inscrivent dans la Loi la scolarisation obligatoire des enfants dès l'âge de trois ans. Pour une commune comme la nôtre, cet impératif législatif se traduirait par l'obligation de financement de la scolarisation des élèves inscrits dans les écoles maternelles privées sous contrat d'association avec l'Etat. Cette dépense supplémentaire nous préoccupe car elle crée une charge nouvelle pour la Commune. Or, depuis plusieurs années, l'Etat ne cesse de se désengager dans son soutien financier aux collectivités locales alors même que le transfert de compétences s'accélère ; ainsi sur Saint-Herblain, nous devons composer avec une baisse de dotations de l'Etat chiffrée à 23M€ sur l'ensemble du mandat 2014-2020. De plus, la contractualisation imposée depuis 2017 par l'Etat limite l'augmentation des dépenses de fonctionnement de la Ville à 1,3 % annuels. Donc, sans compensation pérenne ni redéfinition du périmètre d'intervention municipale, face à cette nouvelle dépense, nous serions contraints de réduire nos autres dépenses, donc les services apportés à la population, pour les écoles publiques et bien au-delà ...

De plus, l'article 6 quater (nouveau) instaure un nouveau type d'établissement scolaire : l'établissement public local d'enseignement des savoirs fondamentaux. Il associerait un collège et des écoles de son secteur, au sein d'une nouvelle structure administrative qui pourrait se situer sur le même site ou non. Les enseignant.e.s du premier degré seraient alors placés sous l'autorité hiérarchique d'un principal adjoint de collège. Faute de précision sur l'organisation concrète de ce dispositif, nous nous inquiétons sur la présence d'un interlocuteur doté d'autonomie relative de décision dans chaque école. Ainsi, c'est l'organisation quotidienne des écoles qui serait remis en cause, avec un risque d'éloignement des personnels en responsabilité, des élèves et des familles. Nous élu.e.s de Saint Herblain, sommes convaincu.e.s, que la proximité est nécessaire pour que l'école, ses enseignant.e.s, les personnels municipaux (ATSEM, animateurs périscolaires, personnels de restauration ou d'entretien ...) et les familles, entretiennent des relations favorables à la réussite de tous les enfants. On peut d'ailleurs se demander si l'enseignement privé sera contraint aux mêmes procédures ...

Enfin, des inquiétudes sont manifestes en matière de recrutement des personnels d'Etat ayant vocation à intervenir dans les écoles. Non seulement le Ministre revient à un recrutement après le Master 2, qui modifie la composition sociale des recruté.e.s en écartant des concours les étudiant.e.s issu.e.s des familles les moins aisées ou aux parcours plus atypiques. Mais paradoxalement, le Ministre envisage de réduire ses exigences pour des personnels non titulaires. En effet, les attributions des étudiant.e.s, qui pourraient intervenir dans les écoles dès la Licence 2, manquent de précision, mais il prévoit aussi que des étudiant.e.s de L3 puissent être chargé.e.s de missions d'enseignement, sans avoir reçu de formation professionnelle digne de ce nom. L'enseignement, c'est un métier, cela s'apprend !

Nous élu.e.s de Saint Herblain, demandons au Ministre de l'Education nationale de **retirer le projet de loi « Pour une école de la confiance »**, et de reprendre les consultations avec l'ensemble des acteurs de la communauté éducative, sans oublier les élus locaux, pour d'abord évaluer les expérimentations lancées précédemment. Bâtir ensemble l'Ecole de la réelle confiance ne peut résulter d'une construction aussi peu partagée avec les parties prenantes de l'école de la République.

Cabinet du Maire

Dossier suivi par Charles NICOL – Tél. 02.40.84.45.00  
Charles.nicol@mairie-reze.fr  
Nos réf. 2019/06/CN

La Ligue de l'Enseignement  
Fédération de Loire-Atlantique  
9 rue des Olivettes  
BP 74107  
44041 Nantes Cedex 1

Objet : Projet de loi Blanquer

Madame, Monsieur

Par courrier vous avez attiré mon attention sur le projet de loi « pour une école de la confiance » et je vous en remercie. Ce projet, modifié par amendement, prévoit dans son article 6 quater la création d'établissements publics locaux d'enseignement des savoirs fondamentaux. Il contient de nombreuses dispositions inacceptables, car il vise à remettre en cause le cadre de l'école républicaine, ainsi que le statut des personnels.

Je partage votre inquiétude dans la mesure où ce projet n'a jamais reçu d'avis favorable de la part des organisations syndicales. Derrière ce projet qui porte mal son nom, se cache le rattachement des écoles primaires au collège du territoire dans lequel elles se trouvent. Ces établissements publics sont créés par arrêtés du préfet sur proposition conjointe du département et des communes.

Même si la création de ces établissements n'est pas obligatoire, le rattachement des écoles au collège a potentiellement deux conséquences néfastes. Tout d'abord il supprime de fait la fonction de directeur d'école puisque l'établissement public créé est géré par le principal du collège. La relation de proximité entre les parents et le directeur de l'école disparaît. Par ailleurs, les établissements perdraient de fait la maîtrise de leur budget et la capacité de mener des projets pédagogiques.

Par ailleurs il distend le lien entre la commune et l'école. En effet, l'établissement est administré par un Conseil d'administration commun au Conseil départemental et aux communes. Est ainsi créée une distance entre la commune et l'école. Cet éloignement est d'autant plus dommageable que ce sont les communes qui continueront à gérer les locaux des écoles. Enfin le recrutement de contractuels peu formés et sous-payés est à très court terme inquiétant pour la qualité de l'enseignement public.

Aussi, j'apporte mon soutien pour le retrait de ce texte.

Je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de mes sentiments distingués et républicains.

Le Maire,

Gérard ALLARD





I Madame le Maire

Monsieur Michel BLANQUER  
Ministre de l'Éducation Nationale  
110 rue de Grenelle  
75357 PARIS SP 07

Nantes, le

15 MARS 2019

Monsieur le Ministre,

Plusieurs organisations syndicales et de parents d'élèves ont attiré mon attention sur le projet de loi « pour une école de la confiance » et plus particulièrement sur son article 6 quater, issu d'un amendement déposé à l'Assemblée Nationale, qui prévoit la création d'établissements publics locaux d'enseignement des savoirs fondamentaux.

Ces organisations syndicales et de parents d'élèves m'ont exprimé leurs inquiétudes et interrogations ainsi que leur demande de retrait de cet article 6 quater.

En tant que maire, je partage un certain nombre de ces interrogations. Outre les questions relatives aux services périscolaires, sous responsabilité des municipalités, je suis particulièrement attentive au rôle primordial joué par les directrices et directeurs d'école dans la relation aux familles. Cette proximité avec les parents d'élèves, avec le quartier et ses acteurs, est essentielle. Quand on connaît cette place particulière qu'occupent les directrices et directeurs, on peut légitimement s'interroger sur un nouveau type d'établissement faisant disparaître cette fonction.

Il est par ailleurs étonnant qu'aucune concertation préalable n'ait eu lieu sur un sujet aussi important. De même, il est surprenant de constater que le projet ne prévoit ni la consultation des instances départementales, ni la consultation des conseils d'écoles et du conseil d'administration concernés par la création d'un établissement des savoirs fondamentaux.

La question du statut de l'école et du directeur fait débat depuis de nombreuses années. Si je pense que l'on ne peut se satisfaire d'un statu quo, j'estime en revanche que ce sujet mérite plus qu'un amendement apportant une réponse unique à un problème complexe, une mesure qui ne répond ni à la diversité des territoires, ni aux attentes de la communauté éducative.

Plus largement, j'estime qu'une loi sur l'école mérite mieux qu'une procédure accélérée à l'Assemblée Nationale.

En conséquence, je vous fais part de mon souhait de voir retirer l'article 6 quater du projet de loi et espère que vous prendrez tout le temps nécessaire à la concertation, avec l'ensemble des acteurs agissant dans le champ de l'éducation.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de ma considération distinguée.

Johanna ROLLAND





# AMICALE LAIQUE de SAINT SEBASTIEN

Foyer de Jeunes et d'Éducation Populaire

Foyer Laïque Robert Poupard  
32, rue Jean Macé  
44230 Saint Sébastien sur Loire  
☎ 06.59.27.30.68

À **Madame Aude AMADOU**  
Députée de la 4<sup>ème</sup> circonscription  
de Loire-Atlantique  
**Assemblée Nationale**  
126, rue de l'Université  
75355 PARIS 07 SP

**Objet :**

**Copie à : La Ligue de l'Enseignement – FAL 44**

**Aux sénateur.trices qui vont examiner le Projet de loi pour une école de la confiance**

**Aux député.es en seconde lecture**

Saint Sébastien, le 21 mars 2019

Madame la Députée,

Dans quelques semaines, vous allez réexaminer le **Projet de loi pour une école de la confiance, n°1481**, déposé le mercredi 5 décembre 2018 et adopté le 19 février 2019 en première lecture par l'Assemblée nationale.

Nous nous permettons de vous alerter sur certains points de ce projet.

Mais en préambule, nous voulons manifester notre étonnement et notre désapprobation face à la démarche adoptée pour élaborer ce projet de loi. En effet, des textes essentiels sont apparus sous la forme d'amendements, notamment celui sur l'école du socle, démarche qui présente l'intérêt de ne pas attirer l'attention et qui empêche toute contestation devant le Conseil d'Etat. Certains amendements ont de plus fait l'objet d'un vote dans une Assemblée vide à une heure indue de la nuit.

Dans le contexte qui secoue la France, au moment même où des citoyen.nes contestent le fonctionnement démocratique et la démocratie représentative, à laquelle nous restons attachés, nous trouvons particulièrement mal venu ce procédé. La loi induit aura des conséquences plus importantes qu'il n'y paraît pour le système scolaire, pour la communauté éducative et pour les usagers.

Nous pensons que la continuité éducative est une question réelle qui doit être prise en compte. Mais les réponses apportées sans concertation ne peuvent que créer de l'incompréhension et engendrer de la défiance plutôt que de la confiance. D'autant que le dé tricotage de la semaine de quatre jours et demi a, en soit, remis en cause le principe d'égalité républicaine auquel nous sommes attachés.

Nous, association membre de la Ligue de l'enseignement : mouvement d'éducation populaire et complémentaire de l'école de plus de 50000 adhérent.es et 430 associations qui revendique le droit à l'Education pour toutes et tous ainsi que la promotion des valeurs

de la République et du principe de Laïcité, sommes interpellés par ce projet de loi et vous demandons de l'amender.

Cinq points en particulier nous préoccupent :

- **L'augmentation du financement public envers l'école privée.** En effet si on peut se féliciter de l'importance accordée à l'éducation des jeunes enfants avec l'obligation scolaire à partir de 3 ans, on peut s'inquiéter des conséquences pour les communes et pour l'école publique. Cette obligation va se traduire de fait par une augmentation du financement des écoles privées par l'Etat sans que ces dernières soient tenues à un devoir de mixité comme l'école publique l'est, puisque c'est bien l'État qui va compenser l'obligation faite aux communes, du moins à certaines car toutes ne seront pas aidées. Le Président des maires de France a d'ailleurs écrit au Ministre à ce sujet. On parle de 100 à 150 millions d'euros.
- **La République symbolique est préférée à la République en actes.** L'Assemblée a préféré voter pour le symbole républicain (drapeau français et paroles de la Marseillaise présents dans chaque salle de classe) alors que les symboles républicains sont déjà manifestes au fronton de tous les établissements scolaires plutôt que d'accorder un véritable accès pour tous à l'éducation. En effet, une proposition de loi sur l'école inclusive, largement modifiée, a été adoptée par la commission des Affaires culturelles et de l'Éducation :

*son article premier (1) qui prévoyait de garantir aux parents l'affectation d'un accompagnant des élèves en situation de handicap au plus tard 45 jours avant la rentrée scolaire, n'a pas été adopté. Cet article a été remplacé par un autre qui n'accorde plus à ces parents que le « bénéfice d'un entretien » (2) avec l'enseignant et l'AESH. Encore faut-il qu'il y ait une aide accordée : on sait qu'aujourd'hui 10 à 30% des enfants en situation de handicap qui devraient bénéficier d'une aide n'en bénéficient pas à la rentrée scolaire. C'est donc une logique comptable qui a prévalu, particulièrement mal venue dans ce domaine tant la France est en retard dans la mise en œuvre des pratiques inclusives, malgré un progrès certain.*

- **École du socle : un amendement surprise aux conséquences multiples non maîtrisées.** « L'établissement public des savoirs fondamentaux » (EPSF) a été introduit en commission par un amendement surprise d'une députée, sans étude d'impact :
  - *Une absence de concertation* : il suffira que le département et les communes concernées le souhaitent et on pourra regrouper des écoles maternelles et élémentaires sous la responsabilité d'un directeur adjoint du principal du collège de secteur. Les conseils d'école ou le CA du collège n'ont pas voix au chapitre et l'Éducation nationale ne fait que donner un avis.
  - *Une difficulté de gestion* : qui pilote ces écoles ? Le directeur d'école, qui finalement devrait être conservé ? Le directeur adjoint du collège ? À quel interlocuteur faudra-t-il s'adresser pour envisager un partenariat avec une association ?
  - *Une complexité ou une confusion plus grande pour tous* : pour les parents, pour les personnels, pour les communes, pour les collèges, pour les principaux et pour les partenaires associatifs tels que nous.
- **La formation des enseignant.es** : depuis plusieurs années nous alertons sur l'évolution de la formation des enseignant.es et les difficultés engendrées par celle-ci dans la mobilisation d'un groupe classe. Les mouvements complémentaires de l'école, dont nous sommes, n'ont plus la place nécessaire dans l'institution scolaire

pour participer activement à cette formation, y apporter nos savoirs complémentaires de l'instruction scolaire et favoriser ainsi le climat scolaire. La loi doit redonner toute sa place à cette complémentarité fondatrice dans le cursus de formation initiale et continue des équipes pédagogiques.

### - La liberté d'expression des enseignant.es remise en question ?

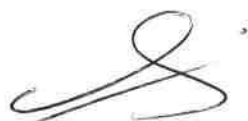
L'article 1 du projet de loi semble faire un simple rappel de principe pour tout éducateur (3). Or l'étude d'impact (4) montre un autre aspect de ce rappel : « *Les dispositions de la présente mesure pourront ainsi être invoquées, comme dans la décision du Conseil d'Etat du 18 juillet 2018 précédemment mentionnée, dans le cadre d'affaires disciplinaires concernant des personnels de l'éducation nationale s'étant rendus coupables de faits portant atteinte à la réputation du service public. Il en ira par exemple ainsi lorsque des personnels de la communauté éducative chercheront à dénigrer auprès du public par des propos gravement mensongers ou diffamatoires leurs collègues et de manière générale l'institution scolaire.* » S'il faut sanctionner tout acte de violence verbale ou physique, la liberté d'expression des enseignants doit être respectée notamment à l'égard de son employeur. Comment un tel article pourrait-il être utilisé par des responsables politiques dans un cadre devenu non démocratique ?

Pour toutes ces raisons, nous vous demandons de réexaminer avec une particulière attention le projet de loi qui vous sera soumis afin que les évolutions nécessaires de notre système d'éducation correspondent bien aux problèmes qu'il pose. Le premier est sans aucun doute l'inégalité d'accès à l'éducation constatée par toutes les études européennes qui affirment que notre système est le plus inégalitaire de tous en Europe.

Pour le conseil d'administration de l'Amicale Laïque de Saint Sébastien sur Loire :

Monsieur Claude Boucard Président

AMICALE LAIQUE  
DE SAINT-SÉBASTIEN-SUR-LOIRE  
32, rue Jean Macé  
44230 ST-SÉBASTIEN / LOIRE



---

1 Proposition initiale refusée par la commission : Article 1 : [...] « **l'affectation d'un accompagnant des élèves en situation de handicap (AESH) devra être garantie aux parents ou au représentant légal de l'élève concerné au plus tard le 45e jour précédant la rentrée scolaire** » [...]

2 « Art. L. 351-4 - Les parents ou les représentants légaux de l'enfant ou de l'adolescent en situation de handicap *bénéficient d'un entretien avec le ou les enseignants qui en ont la charge ainsi qu'avec la personne chargée de l'aide individuelle ou mutualisée au moment de sa prise de fonction* qui porte sur les modalités de mise en œuvre des adaptations et aménagements pédagogiques préconisés dans le projet personnalisé de scolarisation prévu à l'article L. 112-2 »

3 « Art. L. 111-3-1 - Par leur engagement et leur exemplarité, les personnels de la communauté éducative contribuent à l'établissement du lien de confiance qui doit unir les élèves et leur famille au service public de l'Éducation. Ce lien implique également le respect des élèves et de leur famille à l'égard de l'institution scolaire et de l'ensemble de ses personnels. »

4 Étude d'impact : Projet de loi pour une école de la confiance, NOR : MENX1828765L / Bleue - 15 décembre 2018 <http://www.assemblee-nationale.fr/15/projets/pl1481-ei.asp>



# AMICALE LAIQUE de SAINT SEBASTIEN

Foyer de Jeunes et d'Éducation Populaire

Foyer Laïque Robert Poupard  
32, rue Jean Macé  
44230 Saint Sébastien sur Loire  
☎ 06.59.27.30.68

À **Monsieur Joël GUERRIAU**  
Sénateur de la Loire Atlantique  
**Casier de la Poste**  
**15, rue de Vaugirard**  
**75291 PARIS CEDEX 06**

**Objet :**

**Copie à : La Ligue de l'Enseignement – FAL 44**

**Aux sénateur.trices qui vont examiner le Projet de loi pour une école de la confiance**

**Aux député.es en seconde lecture**

Saint Sébastien, le 21 mars 2019

Monsieur le Sénateur,

Dans quelques semaines, vous allez examiner le **Projet de loi pour une école de la confiance, n°1481**, déposé le mercredi 5 décembre 2018 et adopté le 19 février 2019 en première lecture par l'Assemblée nationale.

Nous nous permettons de vous alerter sur certains points de ce projet.

Mais en préambule, nous voulons manifester notre étonnement et notre désapprobation face à la démarche adoptée pour élaborer ce projet de loi. En effet, des textes essentiels sont apparus sous la forme d'amendements, notamment celui sur l'école du socle, démarche qui présente l'intérêt de ne pas attirer l'attention et qui empêche toute contestation devant le Conseil d'Etat. Certains amendements ont de plus fait l'objet d'un vote dans une Assemblée vide à une heure indue de la nuit.

Dans le contexte qui secoue la France, au moment même où des citoyen.nes contestent le fonctionnement démocratique et la démocratie représentative, à laquelle nous restons attachés, nous trouvons particulièrement mal venu ce procédé. La loi induit aura des conséquences plus importantes qu'il n'y paraît pour le système scolaire, pour la communauté éducative et pour les usagers.

Nous pensons que la continuité éducative est une question réelle qui doit être prise en compte. Mais les réponses apportées sans concertation ne peuvent que créer de l'incompréhension et engendrer de la défiance plutôt que de la confiance. D'autant que le dé tricotage de la semaine de quatre jours et demi a, en soit, remis en cause le principe d'égalité républicaine auquel nous sommes attachés.

Nous, association membre de la Ligue de l'enseignement : mouvement d'éducation populaire et complémentaire de l'école de plus de 50000 adhérent.es et 430 associations qui revendique le droit à l'Education pour toutes et tous ainsi que la promotion des valeurs

de la République et du principe de Laïcité, sommes interpellés par ce projet de loi et vous demandons de l'amender.

Cinq points en particulier nous préoccupent :

- **L'augmentation du financement public envers l'école privée.** En effet si on peut se féliciter de l'importance accordée à l'éducation des jeunes enfants avec l'obligation scolaire à partir de 3 ans, on peut s'inquiéter des conséquences pour les communes et pour l'école publique. Cette obligation va se traduire de fait par une augmentation du financement des écoles privées par l'Etat sans que ces dernières soient tenues à un devoir de mixité comme l'école publique l'est, puisque c'est bien l'État qui va compenser l'obligation faite aux communes, du moins à certaines car toutes ne seront pas aidées. Le Président des maires de France a d'ailleurs écrit au Ministre à ce sujet. On parle de 100 à 150 millions d'euros.
- **La République symbolique est préférée à la République en actes.** L'Assemblée a préféré voter pour le symbole républicain (drapeau français et paroles de la Marseillaise présents dans chaque salle de classe) alors que les symboles républicains sont déjà manifestes au fronton de tous les établissements scolaires plutôt que d'accorder un véritable accès pour tous à l'éducation. En effet, une proposition de loi sur l'école inclusive, largement modifiée, a été adoptée par la commission des Affaires culturelles et de l'Éducation :

*son article premier (1) qui prévoyait de garantir aux parents l'affectation d'un accompagnant des élèves en situation de handicap au plus tard 45 jours avant la rentrée scolaire, n'a pas été adopté. Cet article a été remplacé par un autre qui n'accorde plus à ces parents que le « bénéfice d'un entretien » (2) avec l'enseignant et l'AESH. Encore faut-il qu'il y ait une aide accordée : on sait qu'aujourd'hui 10 à 30% des enfants en situation de handicap qui devraient bénéficier d'une aide n'en bénéficient pas à la rentrée scolaire. C'est donc une logique comptable qui a prévalu, particulièrement mal venue dans ce domaine tant la France est en retard dans la mise en œuvre des pratiques inclusives, malgré un progrès certain.*

- **École du socle : un amendement surprise aux conséquences multiples non maîtrisées.** « L'établissement public des savoirs fondamentaux » (EPSF) a été introduit en commission par un amendement surprise d'une députée, sans étude d'impact :
  - *Une absence de concertation* : il suffira que le département et les communes concernées le souhaitent et on pourra regrouper des écoles maternelles et élémentaires sous la responsabilité d'un directeur adjoint du principal du collège de secteur. Les conseils d'école ou le CA du collège n'ont pas voix au chapitre et l'Éducation nationale ne fait que donner un avis.
  - *Une difficulté de gestion* : qui pilote ces écoles ? Le directeur d'école, qui finalement devrait être conservé ? Le directeur adjoint du collège ? À quel interlocuteur faudra-t-il s'adresser pour envisager un partenariat avec une association ?
  - *Une complexité ou une confusion plus grande pour tous* : pour les parents, pour les personnels, pour les communes, pour les collèges, pour les principaux et pour les partenaires associatifs tels que nous.
- **La formation des enseignant.es** : depuis plusieurs années nous alertons sur l'évolution de la formation des enseignant.es et les difficultés engendrées par celle-ci dans la mobilisation d'un groupe classe. Les mouvements complémentaires de l'école, dont nous sommes, n'ont plus la place nécessaire dans l'institution scolaire



pour participer activement à cette formation, y apporter nos savoirs complémentaires de l'instruction scolaire et favoriser ainsi le climat scolaire. La loi doit redonner toute sa place à cette complémentarité fondatrice dans le cursus de formation initiale et continue des équipes pédagogiques.

### - La liberté d'expression des enseignants remise en question ?

L'article 1 du projet de loi semble faire un simple rappel de principe pour tout éducateur (3). Or l'étude d'impact (4) montre un autre aspect de ce rappel : « *Les dispositions de la présente mesure pourront ainsi être invoquées, comme dans la décision du Conseil d'Etat du 18 juillet 2018 précédemment mentionnée, dans le cadre d'affaires disciplinaires concernant des personnels de l'éducation nationale s'étant rendus coupables de faits portant atteinte à la réputation du service public. Il en ira par exemple ainsi lorsque des personnels de la communauté éducative chercheront à dénigrer auprès du public par des propos gravement mensongers ou diffamatoires leurs collègues et de manière générale l'institution scolaire.* » S'il faut sanctionner tout acte de violence verbale ou physique, la liberté d'expression des enseignants doit être respectée notamment à l'égard de son employeur. Comment un tel article pourrait-il être utilisé par des responsables politiques dans un cadre devenu non démocratique ?

3

Pour toutes ces raisons, nous vous demandons d'examiner avec une particulière attention le projet de loi qui vous sera soumis afin que les évolutions nécessaires de notre système d'éducation correspondent bien aux problèmes qu'il pose. Le premier est sans aucun doute l'inégalité d'accès à l'éducation constatée par toutes les études européennes qui affirment que notre système est le plus inégalitaire de tous en Europe.

Pour le conseil d'administration de l'Amicale Laïque de Saint Sébastien sur Loire :

Monsieur Claude Boucard Président

  
AMICALE LAÏQUE  
DE SAINT-SÉBASTIEN-SUR-LOIRE  
32, rue Jean Macé  
44230 ST SÉBASTIEN / LOIRE

---

1 Proposition initiale refusée par la commission : Article 1 : [...] « **l'affectation d'un accompagnant des élèves en situation de handicap (AESH) devra être garantie aux parents ou au représentant légal de l'élève concerné au plus tard le 45e jour précédant la rentrée scolaire** » [...]

2 « Art. L. 351-4 - Les parents ou les représentants légaux de l'enfant ou de l'adolescent en situation de handicap *bénéficient d'un entretien avec le ou les enseignants qui en ont la charge ainsi qu'avec la personne chargée de l'aide individuelle ou mutualisée au moment de sa prise de fonction* qui porte sur les modalités de mise en œuvre des adaptations et aménagements pédagogiques préconisés dans le projet personnalisé de scolarisation prévu à l'article L. 112-2 »

3 « Art. L. 111-3-1 - Par leur engagement et leur exemplarité, les personnels de la communauté éducative contribuent à l'établissement du lien de confiance qui doit unir les élèves et leur famille au service public de l'Éducation. Ce lien implique également le respect des élèves et de leur famille à l'égard de l'institution scolaire et de l'ensemble de ses personnels. »

4 Étude d'impact : Projet de loi pour une école de la confiance, NOR : MENX1828765L / Bleue - 15 décembre 2018 <http://www.assemblee-nationale.fr/15/projets/pl1481-ei.asp>

**Aude AMADOU**  
Députée de Loire Atlantique  
IVe circonscription

**A l'attention Claude Boucard**  
Président de l'Amicale Laïque  
32 rue Jean Massé  
44230 Saint-Sébastien

Paris, le 3 avril 2019

Objet : Projet de loi pour une école de la confiance

Monsieur,

L'Assemblée Nationale a adopté le 19 février dernier en première lecture le projet de loi pour une école de la confiance.

Plusieurs éléments contenus dans ce projet ont suscité inquiétudes et malentendus au sein de la communauté éducative. Votre courrier en date du 21 mars indique vous avez, vous aussi, des interrogations. Je souhaite y répondre afin de clarifier certaines d'entre-elles.

Vous avez commencé par évoquer le financement de l'école privée par des fonds publics. Sur ce point, il me semble important de rappeler que l'Etat est garant de l'éducation de tous les enfants de la République, et en cela, se doit de participer au financement de leur enseignement, et ce même si leurs parents ont décidé de les placer en établissement privé.

Vous avez ensuite mentionné la manière dont les EPSF ont été intégrés au texte. Là-dessus, je tiens à vous rappeler qu'il est du rôle des parlementaires d'amender la loi, c'est-à-dire la modifier, l'améliorer, la corriger si besoin. C'est selon ce principe que l'amendement a été rédigé. Concernant l'absence de concertation que vous avez soulignée, sachez que des consultations ont eu lieu, notamment à l'initiative de Cécile Rilhac, députée LREM, qui a organisé une mission flash suite à l'adoption de l'amendement.

Cet amendement ne fait pas disparaître les directeurs d'école. Pour les établissements qui en font la demande, écoles primaires et collèges pourront se rassembler en conservant s'ils le souhaitent leur direction. L'objectif est d'assurer une meilleure jonction entre le premier cycle et le second cycle. Les interlocutions entre parents d'élèves et directeurs d'école ne sera pas nécessairement impactée, et si c'est le cas, ce sera à l'initiative des établissements eux-mêmes.

En troisième lieu, vous nous avez signifié votre défiance envers la réforme de la formation des enseignants. Nous sommes d'accord sur un point : la pédagogie et la capacité à « mobiliser un groupe classe », pour reprendre vos mots, sont essentielles. En ce sens, vous pouvez être rassuré puisque la loi prévoit que l'Education Nationale peut désormais fournir des maquettes pédagogiques qui seront la feuille de route des programmes de formation des enseignants. Dans ces maquettes, la volonté du gouvernement est de redonner une place raisonnable à la pédagogie.



Enfin, vous vous inquiétez de la liberté d'expression des enseignants. Vous pouvez là aussi vous rassurer, les enseignants ne sont en aucun cas muselés. La loi cherche uniquement à rappeler le devoir de réserve dont les enseignants, comme tous les fonctionnaires de l'Etat, doivent faire preuve. Les enseignants doivent simplement respecter l'institution scolaire, comme c'était le cas avant la loi.

Tout ce qui précède vise à expliquer et soutenir l'efficacité de ce projet de loi dans ses mesures de simplification du système éducatif.

Désormais, le texte est adopté par l'Assemblée nationale. Si des mesures restent pour vous insatisfaisantes, je vous invite à solliciter le Ministre lui-même, ainsi que les sénateurs.

Je tiens également à vous inviter à la réunion publique que j'organise le :

**Vendredi 3 mai 2019 à 19h**  
**Espace enfance, rue du clos des mats**  
**44830 BRAINS**

Cette rencontre a pour but de réexpliquer les enjeux de la réforme et les modalités de sa mise en œuvre. Elle sera aussi et surtout l'occasion de vous entendre sur ces changements et d'accueillir vos propositions.

Je vous prie de croire, Monsieur, en l'assurance de ma considération distinguée.



**Aude AMADOU**  
Députée de Loire Atlantique  
IVe circonscription



**YANNICK  
VAUGRENARD**

---

Sénateur  
de Loire-Atlantique

---

Membre de la  
Commission des  
Affaires  
Etrangères, de la  
Défense et des  
Forces armées

---

Vice-Président de  
la Délégation à la  
Prospective

Réf. : YV/SH – 062/19

Paris, le 19 mars 2019

Madame, Monsieur,

J'ai bien reçu votre courriel concernant le projet de loi pour une école de la confiance, et je vous en remercie.

C'est avec une grande attention que j'ai pris connaissance de vos inquiétudes sur les réformes voulues dans ce texte. Tout comme vous, certaines mesures me semblent particulièrement inappropriées, voire dangereuses pour l'avenir de notre système éducatif.

Le projet de loi pour une école de la confiance vient d'être adopté par l'Assemblée Nationale. Son examen est prévu au Sénat, sous réserve de modification, à partir du 13 mai prochain.

J'ai d'ores et déjà sollicité mes collègues membres de la Commission de la culture, de l'éducation et de la communication, qui seront chargés de l'examen approfondi de ce texte. Je leur ai transmis votre courriel afin que cela éclaire leur travail et que nous puissions préparer des amendements lors de l'examen de ce texte par le Sénat.

Je ne manquerai pas de revenir vers vous à ce moment là pour vous faire part de notre travail.

Je vous prie de croire, Madame, Monsieur, en l'assurance de mes sincères salutations.

Yannick VAUGRENARD





Le BIGNON, Le 17 mars 2019,

Objet : Projet de Loi Blanquer « pour une école de la confiance »

**Mr le sénateur qui allez examiner le Projet de loi pour une école de la confiance,**

**Mme La députée en seconde lecture,**

Dans quelques semaines, vous allez examiner le Projet de loi pour une école de la confiance, n°1481, déposé(e) le mercredi 5 décembre 2018 et adopté(e) le 19 février 2019 en première lecture par l'Assemblée nationale.

En tant que représentants des parents d'élèves des écoles publiques du MOULIN du BIGNON, et représentants du conseil d'administration de l'amicale laïque du BIGNON, nous nous permettons, de vous alerter sur certains points de ce projet.

Dans un premier temps, nous voulons manifester notre étonnement et notre désapprobation face à la démarche adoptée pour élaborer ce projet de loi. En effet, des textes essentiels sont apparus sous la forme d'amendements, notamment celui sur l'école du socle, démarche qui présente l'intérêt de ne pas attirer l'attention et qui empêche toute contestation devant le Conseil d'Etat. Certains amendements ont de plus fait l'objet d'un vote dans une Assemblée vide à une heure indue de la nuit. Est ce ainsi qu'il est possible de prendre des décisions essentielles pour l'avenir de nos enfants?

L'impact de cette loi pourrait avoir des conséquences plus importantes qu'il n'y paraît pour le système scolaire, pour la communauté éducative et pour les usagers, aussi nous voulons vous interpeller sur les 5 points qui nous préoccupent:

- **L'augmentation du financement public envers l'école privée** (article 2, 3 et 4) En effet si on peut se féliciter de l'importance accordée à l'éducation des jeunes enfants avec l'obligation scolaire à partir de 3 ans, on peut s'inquiéter des conséquences pour les communes et pour l'Ecole publique. Cette obligation va se traduire de fait par une augmentation du financement des écoles privées par l'Etat sans que ces dernières soient tenues à un devoir de mixité comme l'école publique. Le Président des maires de France a d'ailleurs écrit au Ministre à ce sujet. On parle de 100 à 150 millions d'euros. Cet investissement supplémentaire exigé des communes risque de se répercuter sur le budget et les moyens humains alloués aux écoles publiques.
- **La formation des enseignant.es** : depuis plusieurs années nous alertons sur l'évolution de la formation des enseignant.es et les difficultés engendrées par celle-ci dans la mobilisation d'un groupe classe. Le recrutement de contractuel(le)s en cours de formation et donc non diplômé(e)s permettra t il d'assurer un enseignement de qualité auprès de nos enfants.
- **La République symbolique est préférée à la République en actes**. L'Assemblée a préféré voter pour le symbole républicain (drapeau français et paroles de la Marseillaise présents dans chaque salle de classe) alors que les symboles républicains sont déjà manifestes au fronton de tous les établissements scolaires plutôt que d'accorder un véritable accès pour tous à l'éducation. En effet, une proposition de loi sur l'école inclusive, largement modifiée, a été adoptée par la commission des Affaires culturelles et de l'Education :
  - son article premier<sup>1</sup>, qui prévoyait de garantir aux parents l'affectation d'un accompagnant des élèves en situation de handicap au plus tard 45 jours avant la rentrée scolaire, n'a pas été adopté. Cet article a été remplacé par un autre qui n'accorde plus à ces parents que le « bénéfice d'un entretien » 2 avec l'enseignant et l'AESH. Encore faut-il qu'il y ait une aide accordée : on sait qu'aujourd'hui 10 à 30% des enfants en situation de handicap qui devraient bénéficier d'une aide n'en bénéficie pas à la rentrée scolaire. C'est donc une logique comptable qui a prévalu particulièrement mal venue dans ce domaine tant la France est en retard dans la mise en œuvre des pratiques inclusives, malgré un progrès certain.

---

<sup>1</sup> Proposition initiale refusée par la commission : Article 1 : «...[ « l'affectation d'un accompagnant des élèves en situation de handicap (AESH) devra être garantie aux parents ou au représentant légal de l'élève concerné au plus tard le **45e jour précédant la rentrée scolaire** ]...[

<sup>2</sup> « Art. L. 351-4.- Les parents ou les représentants légaux de l'enfant ou de l'adolescent en situation de handicap *bénéficient d'un entretien avec le ou les enseignants qui en ont la charge ainsi qu'avec la personne chargée de l'aide individuelle ou mutualisée au moment de sa prise de fonction*, qui porte sur les modalités de mise en œuvre des adaptations et aménagements pédagogiques préconisés dans le projet personnalisé de scolarisation prévu à l'article L. 112-2 » )

- **La liberté d'expression des enseignants remise en question ?** L'article 1 du projet de loi semble faire un simple rappel de principe pour tout éducateur<sup>3</sup>. S'il faut sanctionner tout acte de violence verbale ou physique, la liberté d'expression des enseignants doit être respectée notamment à l'égard de son employeur. Comment créer une relation de confiance entre parents et enseignants sachant que celui-ci n'aura pas la possibilité de s'exprimer librement sous peine de sanctions ?
- **Ecole du socle : un amendement surprise aux conséquences multiples non maîtrisées.** « L'établissement public des savoirs fondamentaux » (EPSF) a été introduit en commission par un amendement surprise d'une députée sans étude d'impact :
  - Une absence de concertation : il suffira que le département et les communes concernées le souhaitent et on pourra regrouper des écoles maternelles et élémentaires sous la responsabilité d'un directeur adjoint du principal du collège de secteur. Les conseils d'école ou le CA du collège n'ont pas voix au chapitre et l'Education nationale ne fait que donner un avis.
  - Une difficulté de gestion : qui pilote ces écoles ? Le directeur d'école, qui finalement devrait être conservé ? Le directeur adjoint du collège ? A quel interlocuteur faudra-t-il s'adresser pour envisager un partenariat avec une association ?
  - Une complexité ou une confusion plus grande pour tous : pour les parents, pour les personnels, pour les communes, pour les collèges, pour les principaux et pour les partenaires associatifs tels que nous.

Pour toutes ces raisons, Mr le sénateur, Mme la députée, nous vous demandons d'examiner avec une particulière attention le projet de loi qui vous sera soumis afin que les évolutions nécessaires de notre système d'éducation correspondent bien aux problèmes qu'il pose. Nous ne souhaitons pas que cette loi diminue la qualité de l'enseignement public.

Nous vous prions d'accepter, Madame, Monsieur, nos sincères salutations.

Pour les représentants des parents d'élèves  
des écoles publiques du MOULIN - LE BIGNON

Sandrine RELET & Hugo ROULLIER, Présidents

Pour les membres du CA de l'amicale  
laïque du BIGNON- A2LB

Daphnée GUILBOT, Présidente

Copies:

- Mesdames les directrices des écoles publiques du MOULIN-LE BIGNON
- La Ligue de l'Enseignement - FAL 44

---

<sup>3</sup>Art. L. 111-3-1 - Par leur engagement et leur exemplarité, les personnels de la communauté éducative contribuent à l'établissement du lien de confiance qui doit unir les élèves et leur famille au service public de l'éducation. Ce lien implique également le respect des élèves et de leur famille à l'égard de l'institution scolaire et de l'ensemble de ses personnels. "

Écoles Maternelle et élémentaire Le Baut  
Parents d'élèves élus et Association des parents d'élèves

Courrier à envoyer :  
Mme Le Maire  
Mme Naël  
Mr Belhamiti  
Mr le Préfet  
Mr le Président du Conseil départemental  
Rectorat de Nantes

Nantes, le 7 mars 2019

Madame, Monsieur,

Nous vous sollicitons au sujet de la Loi Blanquer et de l'amendement portant sur l'école du socle.

Cet article nous interpelle car il remet en question l'ensemble du fonctionnement actuel de l'école et déconstruit tout le travail mené entre les équipes enseignantes dont la direction, les parents et les élèves. En effet, c'est bien par le dialogue quotidien, la proximité et la familiarité que l'on crée un climat de confiance et d'adhésion. Le regroupement de toutes les écoles maternelles et élémentaires sous une hyper structure appelée « les établissements publics des savoirs fondamentaux » apparaît comme une entité nébuleuse où le quantitatif et l'administratif prévalent sur la qualité de la relation humaine.

Nous regrettons amèrement qu'une loi sur l'Éducation Nationale, à l'heure du grand débat national, se fasse sans concertation, ni prise en compte des besoins des élèves et de leur famille. De plus la mise en place brutale et illégitime de cette loi va inmanquablement, et légitimement, engendrer de nouveaux mouvements de grève des enseignants et donc des perturbations dans la scolarité de nos enfants et nos organisations familiales. L'année a déjà été chargée en mouvements sociaux divers ; celui-ci va saper un peu plus la confiance des familles en l'école publique. Il nous apparaît totalement illusoire de prétendre travailler « pour une école de la confiance » en mettant en pratique des méthodes de décisions d'un autre temps.

Nous souhaitons faire entendre notre voix et celles de nos enfants et nous sollicitons la mise en place d'un dialogue constructif entre les parents d'élèves, les équipes enseignantes, les représentants de l'État et des collectivités territoriales.

En vous remerciant par avance de la diligence avec laquelle vous répondrez à nos attentes,

Sincères salutations,

Parents d'élèves élus et Association des parents d'élèves

(Dossier suivi par Mme Devaux, [tiphainedev@yahoo.fr](mailto:tiphainedev@yahoo.fr))

Madame, Monsieur,

J'ai bien reçu votre message portant vos préoccupations au sujet du projet de loi dit "pour une école de la confiance" et je vous en remercie.

Sachez que vous êtes nombreuses et nombreux à me faire part d'inquiétudes sur différents aspects de ce texte. Il n'est pour l'heure pas encore inscrit à l'ordre du jour du Sénat. Pour autant et sans attendre, mes collègues membres du groupe socialiste et moi-même procédons d'ores et déjà à l'audition des différentes organisations syndicales d'enseignant-e-s et des membres de la communauté éducative afin de prendre pleinement conscience des problématiques soulevées par ce projet de loi.

J'ai également eu l'occasion d'échanger directement avec des enseignant-e-s, directeurs-trice-s d'établissement et parents d'élèves de Nantes à l'occasion de la Nuit des écoles qui s'est tenue, comme dans certaines écoles de la Loire-Atlantique le 14 mars dernier. J'ai également reçu à ma permanence des représentant-e-s de la communauté éducative et des parents d'élèves pour compléter mon approche du sujet.

Comme vous, des maires du département m'ont également fait part de leurs préoccupations, plus particulièrement sur l'article 6 quater créant les établissements publics des savoirs fondamentaux, suite à un amendement porté entre autre par Mme Aude Amadou, députée LREM de la 4e circonscription de la Loire-Atlantique.

Avec mes collègues socialistes, je serai donc très attentive à l'évolution de ce texte lors de son examen. Je tenais à vous en faire part et ne manquerai pas de vous tenir informé-e-s par la suite.

Je reste à votre disposition et vous souhaite une bonne continuation.

Bien sincèrement,

--

**Michelle MEUNIER**

Sénatrice de la Loire-Atlantique

*Vice-présidente de la commission des Affaires sociales*

*membre du groupe socialiste*

Coordonnées

[01 42 34 48 64](tel:0142344864) (Bureau à Paris) - [01 42 34 49 74](tel:0142344974) (Fax)

[02 28 24 57 93](tel:0228245793) (Bureau à Nantes) - [09 82 11 09 84](tel:0982110984) (Fax)

15 rue de Vaugirard 75291 Paris cedex 06

12 rue Georges Clemenceau 44000 Nantes

<http://michellemeunier.fr>



## **Projet de motion – Réforme de l'éducation nationale – Conseil municipal du 28 mars**

Un mouvement social mobilise actuellement le personnel de l'éducation nationale au niveau national comme sur le territoire de Bouguenais. L'opposition au projet de réforme de l'école publique présentée par le gouvernement est localement largement partagée par les enseignants qui ont fait part aux parents d'élèves des leurs inquiétudes, les invitant à échanger à l'occasion d'une rencontre le 18 mars.

Le projet de nouvelle organisation des écoles publiques portées par le Ministre de l'Education et soutenu par l'actuelle majorité parlementaire pose question quant à ses conséquences pour la qualité du service public d'éducation, garantie essentielle de l'égalité entre tous les citoyens et outil d'émancipation pour chacun.

Ce projet impacterait les collectivités : en rendant l'instruction obligatoire dès l'âge de trois ans, il entraîne une obligation de financement de la scolarité des élèves de maternelle des écoles privées selon l'application de la loi la loi Debré de 1959. Cette obligation ne concerne actuellement que les élèves des classes élémentaires privées sous contrat, à hauteur des dépenses réelles par enfant des écoles publiques. L'impact de la réforme pour la ville de Bouguenais, estimé sur les effectifs actuels et les dépenses de 2017, serait de plus de 210 000 euros. Il s'agit d'un coût important, particulièrement dans un contexte financier extrêmement tendu où l'état réduit le financement des collectivités. Cela diminuera les moyens octroyés par les collectivités aux écoles publiques. A ce jour aucun élément n'a été transmis à celles-ci sur une éventuelle compensation de la part de l'Etat.

Les députés ont par ailleurs adopté un amendement au projet de loi Blanquer qui prévoit le regroupement des écoles publiques autour d'un collège dans le bassin géographique local. Les enseignants de ces écoles pourraient être placés sous l'autorité de la direction du collège de rattachement, avec la désignation d'un adjoint en charge des écoles. Ce changement aurait de graves conséquences pour le service public d'éducation et les personnels concernées.

Jusqu'à présent, les personnels chargés des directions demeuraient des collègues dans l'établissement, participant à égalité à l'élaboration des décisions collectives. Ce ne serait plus le cas avec la mise en place de cette hiérarchie intermédiaire qui constituera un échelon de plus, éloigné des lieux de travail des personnels, des élèves et de leurs familles.

Enfin, la modification de la carte scolaire rendrait obligatoire l'inscription des enfants dans l'école la plus proche lorsque celle de secteur est saturée. On peut craindre que certaines communes, notamment rurales, qui jusqu'à présent ouvraient systématiquement de nouvelles classes pour accompagner l'accroissement du nombre d'élèves, puissent désormais surseoir à cette obligation. Les parents devraient alors inscrire leurs enfants dans les communes voisines disposant de places, ce qui impactera le bien-être des élèves (transports, éloignement de son environnement), l'organisation et le budget des familles.

Certains éléments contenus dans ce projet de loi sont intéressants et l'idée de réformer l'enseignement pour accompagner les mutations de société n'est pas incongrue. Mais cela ne peut se faire sans une concertation importante de la communauté éducative et des collectivités locales, notamment des communes qui ont notamment pour compétence la gestion des écoles publiques.

La municipalité de Bouguenais a fait de la politique éducative une priorité depuis plusieurs mandats. Attentive à la qualité du service public d'éducation, notre commune saura se montrer vigilante face aux conséquences des réformes en cours et demeurer à l'écoute de l'expression des enseignants et des parents dont elle partage l'ambition pour une école accessible proposant une éducation de qualité pour tous.

## Projet de loi pour une école de la confiance

### Questions – réponses

Vous pourrez retrouver, dans ce document, les questions qui ont été posées à Madame ERRANTE ainsi que les réponses qu'elle a obtenu du ministère (en bleu ciel, sont indiqués les articles du projet de loi).

A titre de complément d'informations, vous pouvez vous rendre sur le site du ministère en suivant le lien suivant :

<https://www.education.gouv.fr/cid140423/le-projet-de-loi-pour-une-ecole-de-la-confiance.html>

#### Article 1 relatif à l'engagement de la communauté éducative

*« Dans le respect de la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 portant sur les droits et les obligations des fonctionnaires, par leur engagement et leur exemplarité, les personnels de la communauté éducative contribuent à l'établissement du lien de confiance qui doit unir les élèves et leur famille au service public de l'éducation. Ce lien implique également le respect mutuel entre les membres de la communauté éducative, notamment le respect des élèves et de leur famille à l'égard de l'institution scolaire et de l'ensemble de ses personnels. »*

La liberté d'expression des enseignants sera limitée

L'article 1 réaffirme l'engagement et l'exemplarité des personnels d'éducation. Il s'agit ici de revaloriser le corps professoral et les responsabilités importantes qui lui incombent. Le devoir de réserve, auxquels tous les fonctionnaires sont soumis, existe depuis longtemps. Il n'est ni amendé, ni renforcé dans cet article.

#### Article 2 relatif à l'extension de l'instruction obligatoire aux plus jeunes

*« L'instruction est obligatoire pour chaque enfant dès l'âge des trois ans et jusqu'à l'âge de seize ans. »*

Cet article consacre, d'une part, l'importance pédagogique de l'école maternelle dans le système éducatif français et renforce, d'autre part, le rôle décisif de l'enseignement préélémentaire dans la réduction des inégalités dès le plus jeunes âge, et notamment celle de l'inégalité face au langage. Afin de s'adapter au mieux aux réalités des acteurs de terrain, notamment les assistantes sociales, l'âge obligatoire d'instruction sera abaissé à 3 ans pour tous les enfants.

Comment les mairies vont-elles financer la scolarisation des enfants de plus de 3 ans pour les écoles privées ?

Pour une très grande majorité, les communes financent déjà les écoles maternelles publiques. Si plus d'enfants sont accueillis alors l'Etat compensera la hausse des dépenses pour la commune - **Article 4 du projet de loi** (*« L'Etat contribue de manière pérenne à chaque commune ou EPCI exerçant la compétence scolaire les ressources, réévaluées chaque année scolaire, correspondant à l'augmentation des dépenses obligatoires qu'ils ont prises en charge en applications des articles L. 212-4, L 212-5, L442-5 du code de l'éducation, dans la limite de la part d'augmentation résultant directement de l'abaissement à trois ans de l'âge d'instruction obligatoire »*)

De même pour les écoles maternelles privées, si la commune ne le faisait pas déjà, elle le fera désormais et sera intégralement compensée par l'Etat

Comment mettre en place les visites médicales en sachant que l'on manque de médecins scolaires ?

Le rapport Rist prévoit notamment une meilleure articulation avec les PMI

#### Article 4 bis relatif à la possibilité pour les jardins d'enfants de dispenser à titre transitoire l'instruction obligatoire pendant les deux prochaines années

*« Par dérogation à l'article L 131-2 du code de l'éducation, l'instruction obligatoire peut, au cours des années scolaires 2019-2020 et 2020-2021, être donnée aux enfants âgés de trois à six ans dans un établissement d'accueil collectif recevant exclusivement des enfants âgés de plus de deux ans dit « jardin d'enfants ». »*

Les jardins d'enfants vont-ils remplacer les écoles maternelles ?

Le temps que l'abaissement de l'âge obligatoire soit pleinement incorporé à notre système, les jardins d'enfants pourront poursuivre, **à titre transitoire et sur demande de dérogation**, leur activité pendant les deux prochaines années

### Article 6 ter coordination de la communauté éducative par le directeur

*La première phrase de l'article L 411-1 du code de l'éducation («Un directeur veille à la bonne marche de chaque école maternelle ou élémentaire ; il assure la coordination nécessaire entre les maîtres. Un décret en Conseil d'Etat fixe les conditions de recrutement, de formation et d'exercice des fonctions spécifiques des directeurs d'école maternelle et élémentaire. ») est complétée par les mots : ainsi qu'entre les membres de la communauté éducative définie à l'article L 111-3 »*

Dans le cadre de la mise en place des EPSF, les directeurs des écoles maternelle et élémentaire vont-ils disparaître ? Qui sera là pour répondre aux demandes des parents ? De la commune ?	Le directeur continuera d'assurer la coordination de l'ensemble des personnels de la communauté éducative. Le responsable de site gardera ses « acquis » comme c'est le cas aujourd'hui (points d'indice supplémentaires liés à la direction, indemnités de direction, décharge) Il restera l'interlocuteur privilégié pour les parents et les municipalités Par ailleurs, les EPCF permettront de mutualiser de nombreuses tâches de gestion/administration
Les écoles seront sous l'autorité d'un collège	Non, il s'agit d'une association entre établissements, les directeurs d'écoles travailleront aux côtés du chef d'établissement adjoint de l'EPSF Les directeurs d'école pourront ainsi s'appuyer sur les équipes administratives, sanitaires et sociales des établissements du second degré

### Article 6 quater les établissements publics de savoirs fondamentaux

*« Art L 421-19-17 Les établissements locaux d'enseignement des savoirs fondamentaux sont constitués de classe du premier degré et du premier cycle du second degré. Ils associent des classes d'un collège et d'une ou plusieurs écoles situées dans son secteur de recrutement.*

*Après avis de l'autorité compétente en matière d'éducation, ces établissements sont créés par arrêté du représentant de l'Etat dans le département sur proposition conjointe des collectivités territoriales ou établissements publics de coopération intercommunale de rattachement du collège et des écoles concernés, après conclusion d'une convention entre ces collectivités. »*

Une commune peut-elle refuser que son école soit rattachée au collège de secteur ?	La création des EPSF repose sur le volontariat et donc l'accord des collectivités territoriales (communes, EPCI et Conseil départemental)
En cas d'association d'un collège avec une ou plusieurs écoles, les communes garderont-elles la main sur le financement de leurs écoles	C'est la convention signée par les collectivités territoriales (CT) qui établira le financement de chaque CT partenaire
Les écoles et les collèges seront-ils dissous par la création des EPSF	Non, il s'agit d'une association d'établissements et non d'une fusion. Les établissements restent indépendants De même, les enfants d'élémentaire resteront dans leur école communale et ne seront pas obligés de se rendre au collège à laquelle l'école est rattachée
Les services (accueils périscolaires, restaurations) dépendront-ils des EPSF ?	Il y aura un maintien de l'échelon communal
Lors de la mise en place des EPCF, si l'école de ma commune doit ouvrir une classe et que celle de la commune voisine peut accueillir des enfants alors je devrais mettre mon enfant dans la commune voisine	Les dispositions actuelles sont inchangées dans le projet de loi, le fonctionnement reste le même
En cas de rapprochement entre un collège et une ou plusieurs écoles, les élèves de CM1 et CM2 (à partir de 9 ans) pourraient être intégrés dans l'enceinte du collège	Ce dispositif existe déjà à titre expérimental dans les territoires ruraux. Il n'a pas vocation à se généraliser car il n'est pas forcément pertinent dans toutes les configurations locales et ne peut se faire qu'avec l'accord des CT compétentes

Qu'advient-il des conseils d'écoles et de la concertation entre les enseignants, les parents d'élèves et la commune ?	les conseils d'écoles sont maintenus
Les ATSEM resteront-elles sous l'autorité du Maire ou passeront-elles sous l'autorité du Conseil départemental ?	Maintien de la compétence des communes
Quid des DDEN ? Quid des IEN ?	les DDEN ne sont pas des agents (généralement des retraités de l'EN) : ils pourront continuer de faire de la médiation mais leur rôle n'a pas à être précisé par la loi. Le rôle des IEN reste inchangé
La création des EPSF garantit-elle un maintien du nombre de postes de personnel après regroupement ?	C'est une ouverture que le Gouvernement pourrait faire au Sénat
si un regroupement des CM1 et CM2 se fait avec les 6ème, les professeurs des écoles seraient-ils amenés à enseigner à des élèves de collège ?	Dans le cadre des expérimentations actuelles, certains échanges de service ont d'ores-et-déjà lieu mais ils ne sont pas du tout obligatoires dans le cadre des futurs EPLESF

<b>Article 14 préprofessionnalisation des futurs professeurs et conseillers principaux d'éducation</b>	
<i>« Les assistants d'éducation inscrits dans une formation dispensée par un établissement d'enseignement supérieur délivrant un diplôme préparant au concours d'accès aux corps des personnels enseignants ou d'éducation peuvent se voir confier progressivement des fonctions pédagogiques, d'enseignement ou d'éducation »</i>	
Le remplacement des enseignants se fera par des étudiants non formés (recrutement de 9000 contractuels en 3 ans)	Il ne s'agit pas de contractuels mais du dispositif de pré-recrutement qui permettra une entrée progressive dans la carrière de professeur des écoles avec un accompagnement et une prise de responsabilité adaptée, pour les étudiants qui souhaitent se diriger vers l'enseignement : - En 1 ère année : observation en classe et participation à Devoirs faits ; - En 2 ème année : co-intervention avec le professeur-tuteur ; - En 3 ème année (M1) : prise en charge d'une classe en responsabilité avec appui du professeur-tuteur.
Quelle sera la formation de ces AED au sein de l'INSPE ?	Vous pourrez retrouver toutes les informations concernant le recrutement des futurs enseignants en suivant le lien suivant : <a href="https://www.education.gouv.fr/cid139256/devenir-enseignant-une-meilleure-formation-initiale-et-des-parcours-plus-attractifs-pour-entrer-dans-le-metier.html">https://www.education.gouv.fr/cid139256/devenir-enseignant-une-meilleure-formation-initiale-et-des-parcours-plus-attractifs-pour-entrer-dans-le-metier.html</a>





Monsieur Claude BOUCARD  
Président de l'Amicale Laïque de Saint-  
Sébastien-sur-Loire  
32, rue Jean Macé  
44230 Saint-Sébastien-sur-Loire

Paris, le 26 mars 2019

JOËL GUERRIAU

SENATEUR  
DE LA LOIRE-  
ATLANTIQUE

SECRETAIRE DU SENAT

VICE- PRESIDENT DE LA  
COMMISSION DES  
AFFAIRES ETRANGERES,  
DE LA DEFENSE ET DES  
FORCES ARMEES

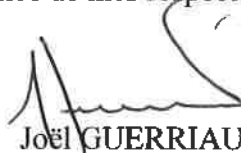
Objet : Projet de loi pour une école de la confiance

Monsieur le Président,

Vous avez bien voulu attirer mon attention sur le projet de loi pour une école de la confiance, dite Loi Blanquer, qui arrive en première lecture ces prochaines semaines au Sénat. Ce texte soulève effectivement de nombreuses questions et inquiétudes qui semblent partagées tout autant par le corps enseignant que par les parents d'élèves et que je partage moi-même.

Lors de son examen, je serai ainsi particulièrement attentif aux dispositions relatives au financement des écoles maternelles, au recrutement de contractuels, aux conseils d'écoles, à la liberté d'expression des enseignants et à la création par amendement de l'Assemblée nationale des établissements publics du savoir fondamentaux dont je proposerai que cet amendement soit effectivement retiré à ce stade, n'ayant fait l'objet d'aucune concertation sur le terrain.

Soyez assurés de ma détermination et, dans cette attente, veuillez recevoir, monsieur le Président, l'assurance de mes respectueuses salutations.



Joël GUERRIAU

## Vœu sur le projet de loi « Pour une école de la confiance »

A Saint-Herblain aussi, depuis plusieurs semaines, de nombreux membres de la communauté éducative, enseignant.e.s, parents d'élèves, personnels communaux sont mobilisé.e.s contre des éléments du projet de loi « Pour une école de la confiance », qu'ils jugent inquiétants pour l'avenir de l'enseignement public.

Les articles 2 et 3 inscrivent dans la Loi la scolarisation obligatoire des enfants dès l'âge de trois ans. Pour une commune comme la nôtre, cet impératif législatif se traduirait par l'obligation de financement de la scolarisation des élèves inscrits dans les écoles maternelles privées sous contrat d'association avec l'Etat. Cette dépense supplémentaire nous préoccupe car elle crée une charge nouvelle pour la Commune. Or, depuis plusieurs années, l'Etat ne cesse de se désengager dans son soutien financier aux collectivités locales alors même que le transfert de compétences s'accélère ; ainsi sur Saint-Herblain, nous devons composer avec une baisse de dotations de l'Etat chiffrée à 23M€ sur l'ensemble du mandat 2014-2020. De plus, la contractualisation imposée depuis 2017 par l'Etat limite l'augmentation des dépenses de fonctionnement de la Ville à 1,3 % annuels. Donc, sans compensation pérenne ni redéfinition du périmètre d'intervention municipale, face à cette nouvelle dépense, nous serions contraints de réduire nos autres dépenses, donc les services apportés à la population, pour les écoles publiques et bien au-delà ...

De plus, l'article 6 quater (nouveau) instaure un nouveau type d'établissement scolaire : l'établissement public local d'enseignement des savoirs fondamentaux. Il associerait un collège et des écoles de son secteur, au sein d'une nouvelle structure administrative qui pourrait se situer sur le même site ou non. Les enseignant.e.s du premier degré seraient alors placés sous l'autorité hiérarchique d'un principal adjoint de collège. Faute de précision sur l'organisation concrète de ce dispositif, nous nous inquiétons sur la présence d'un interlocuteur doté d'autonomie relative de décision dans chaque école. Ainsi, c'est l'organisation quotidienne des écoles qui serait remis en cause, avec un risque d'éloignement des personnels en responsabilité, des élèves et des familles. Nous élu.e.s de Saint Herblain, sommes convaincu.e.s, que la proximité est nécessaire pour que l'école, ses enseignant.e.s, les personnels municipaux (ATSEM, animateurs périscolaires, personnels de restauration ou d'entretien ...) et les familles, entretiennent des relations favorables à la réussite de tous les enfants. On peut d'ailleurs se demander si l'enseignement privé sera contraint aux mêmes procédures ...

Enfin, des inquiétudes sont manifestes en matière de recrutement des personnels d'Etat ayant vocation à intervenir dans les écoles. Non seulement le Ministre revient à un recrutement après le Master 2, qui modifie la composition sociale des recruté.e.s en écartant des concours les étudiant.e.s issu.e.s des familles les moins aisées ou aux parcours plus atypiques. Mais paradoxalement, le Ministre envisage de réduire ses exigences pour des personnels non titulaires. En effet, les attributions des étudiant.e.s, qui pourraient intervenir dans les écoles dès la Licence 2, manquent de précision, mais il prévoit aussi que des étudiant.e.s de L3 puissent être chargé.e.s de missions d'enseignement, sans avoir reçu de formation professionnelle digne de ce nom. L'enseignement, c'est un métier, cela s'apprend !

Nous élu.e.s de Saint Herblain, demandons au Ministre de l'Education nationale de **retirer le projet de loi « Pour une école de la confiance »**, et de reprendre les consultations avec l'ensemble des acteurs de la communauté éducative, sans oublier les élus locaux, pour d'abord évaluer les expérimentations lancées précédemment. Bâtir ensemble l'Ecole de la réelle confiance ne peut résulter d'une construction aussi peu partagée avec les parties prenantes de l'école de la République.

Cabinet du Maire

Dossier suivi par Charles NICOL – Tél. 02.40.84.45.00  
Charles.nicol@mairie-reze.fr  
Nos réf. 2019/06/CN

La Ligue de l'Enseignement  
Fédération de Loire-Atlantique  
9 rue des Olivettes  
BP 74107  
44041 Nantes Cedex 1

Objet : Projet de loi Blanquer

Madame, Monsieur

Par courrier vous avez attiré mon attention sur le projet de loi « pour une école de la confiance » et je vous en remercie. Ce projet, modifié par amendement, prévoit dans son article 6 quater la création d'établissements publics locaux d'enseignement des savoirs fondamentaux. Il contient de nombreuses dispositions inacceptables, car il vise à remettre en cause le cadre de l'école républicaine, ainsi que le statut des personnels.

Je partage votre inquiétude dans la mesure où ce projet n'a jamais reçu d'avis favorable de la part des organisations syndicales. Derrière ce projet qui porte mal son nom, se cache le rattachement des écoles primaires au collège du territoire dans lequel elles se trouvent. Ces établissements publics sont créés par arrêtés du préfet sur proposition conjointe du département et des communes.

Même si la création de ces établissements n'est pas obligatoire, le rattachement des écoles au collège a potentiellement deux conséquences néfastes. Tout d'abord il supprime de fait la fonction de directeur d'école puisque l'établissement public créé est géré par le principal du collège. La relation de proximité entre les parents et le directeur de l'école disparaît. Par ailleurs, les établissements perdraient de fait la maîtrise de leur budget et la capacité de mener des projets pédagogiques.

Par ailleurs il distend le lien entre la commune et l'école. En effet, l'établissement est administré par un Conseil d'administration commun au Conseil départemental et aux communes. Est ainsi créée une distance entre la commune et l'école. Cet éloignement est d'autant plus dommageable que ce sont les communes qui continueront à gérer les locaux des écoles. Enfin le recrutement de contractuels peu formés et sous-payés est à très court terme inquiétant pour la qualité de l'enseignement public.

Aussi, j'apporte mon soutien pour le retrait de ce texte.

Je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de mes sentiments distingués et républicains.

Le Maire,

Gérard ALLARD







I Madame le Maire

Monsieur Michel BLANQUER  
Ministre de l'Education Nationale  
110 rue de Grenelle  
75357 PARIS SP 07

Nantes, le

15 MARS 2019

Monsieur le Ministre,

Plusieurs organisations syndicales et de parents d'élèves ont attiré mon attention sur le projet de loi « pour une école de la confiance » et plus particulièrement sur son article 6 quater, issu d'un amendement déposé à l'Assemblée Nationale, qui prévoit la création d'établissements publics locaux d'enseignement des savoirs fondamentaux.

Ces organisations syndicales et de parents d'élèves m'ont exprimé leurs inquiétudes et interrogations ainsi que leur demande de retrait de cet article 6 quater.

En tant que maire, je partage un certain nombre de ces interrogations. Outre les questions relatives aux services périscolaires, sous responsabilité des municipalités, je suis particulièrement attentive au rôle primordial joué par les directrices et directeurs d'école dans la relation aux familles. Cette proximité avec les parents d'élèves, avec le quartier et ses acteurs, est essentielle. Quand on connaît cette place particulière qu'occupent les directrices et directeurs, on peut légitimement s'interroger sur un nouveau type d'établissement faisant disparaître cette fonction.

Il est par ailleurs étonnant qu'aucune concertation préalable n'ait eu lieu sur un sujet aussi important. De même, il est surprenant de constater que le projet ne prévoit ni la consultation des instances départementales, ni la consultation des conseils d'écoles et du conseil d'administration concernés par la création d'un établissement des savoirs fondamentaux.

La question du statut de l'école et du directeur fait débat depuis de nombreuses années. Si je pense que l'on ne peut se satisfaire d'un statu quo, j'estime en revanche que ce sujet mérite plus qu'un amendement apportant une réponse unique à un problème complexe, une mesure qui ne répond ni à la diversité des territoires, ni aux attentes de la communauté éducative.

Plus largement, j'estime qu'une loi sur l'école mérite mieux qu'une procédure accélérée à l'Assemblée Nationale.

En conséquence, je vous fais part de mon souhait de voir retirer l'article 6 quater du projet de loi et espère que vous prendrez tout le temps nécessaire à la concertation, avec l'ensemble des acteurs agissant dans le champ de l'éducation.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de ma considération distinguée.

Johanna ROLLAND





**YANNICK  
VAUGRENARD**

---

Sénateur  
de Loire-Atlantique

---

Membre de la  
Commission des  
Affaires  
Etrangères, de la  
Défense et des  
Forces armées

---

Vice-Président de  
la Délégation à la  
Prospective

Réf. : YV/SH – 062/19

Paris, le 19 mars 2019

Madame, Monsieur,

J'ai bien reçu votre courriel concernant le projet de loi pour une école de la confiance, et je vous en remercie.

C'est avec une grande attention que j'ai pris connaissance de vos inquiétudes sur les réformes voulues dans ce texte. Tout comme vous, certaines mesures me semblent particulièrement inappropriées, voire dangereuses pour l'avenir de notre système éducatif.

Le projet de loi pour une école de la confiance vient d'être adopté par l'Assemblée Nationale. Son examen est prévu au Sénat, sous réserve de modification, à partir du 13 mai prochain.

J'ai d'ores et déjà sollicité mes collègues membres de la Commission de la culture, de l'éducation et de la communication, qui seront chargés de l'examen approfondi de ce texte. Je leur ai transmis votre courriel afin que cela éclaire leur travail et que nous puissions préparer des amendements lors de l'examen de ce texte par le Sénat.

Je ne manquerai pas de revenir vers vous à ce moment là pour vous faire part de notre travail.

Je vous prie de croire, Madame, Monsieur, en l'assurance de mes sincères salutations.

Yannick VAUGRENARD

## **Projet de motion – Réforme de l'éducation nationale – Conseil municipal du 28 mars**

Un mouvement social mobilise actuellement le personnel de l'éducation nationale au niveau national comme sur le territoire de Bouguenais. L'opposition au projet de réforme de l'école publique présentée par le gouvernement est localement largement partagée par les enseignants qui ont fait part aux parents d'élèves des leurs inquiétudes, les invitant à échanger à l'occasion d'une rencontre le 18 mars.

Le projet de nouvelle organisation des écoles publiques portées par le Ministre de l'Education et soutenu par l'actuelle majorité parlementaire pose question quant à ses conséquences pour la qualité du service public d'éducation, garantie essentielle de l'égalité entre tous les citoyens et outil d'émancipation pour chacun.

Ce projet impacterait les collectivités : en rendant l'instruction obligatoire dès l'âge de trois ans, il entraîne une obligation de financement de la scolarité des élèves de maternelle des écoles privées selon l'application de la loi la loi Debré de 1959. Cette obligation ne concerne actuellement que les élèves des classes élémentaires privées sous contrat, à hauteur des dépenses réelles par enfant des écoles publiques. L'impact de la réforme pour la ville de Bouguenais, estimé sur les effectifs actuels et les dépenses de 2017, serait de plus de 210 000 euros. Il s'agit d'un coût important, particulièrement dans un contexte financier extrêmement tendu où l'état réduit le financement des collectivités. Cela diminuera les moyens octroyés par les collectivités aux écoles publiques. A ce jour aucun élément n'a été transmis à celles-ci sur une éventuelle compensation de la part de l'Etat.

Les députés ont par ailleurs adopté un amendement au projet de loi Blanquer qui prévoit le regroupement des écoles publiques autour d'un collège dans le bassin géographique local. Les enseignants de ces écoles pourraient être placés sous l'autorité de la direction du collège de rattachement, avec la désignation d'un adjoint en charge des écoles. Ce changement aurait de graves conséquences pour le service public d'éducation et les personnels concernées.

Jusqu'à présent, les personnels chargés des directions demeuraient des collègues dans l'établissement, participant à égalité à l'élaboration des décisions collectives. Ce ne serait plus le cas avec la mise en place de cette hiérarchie intermédiaire qui constituera un échelon de plus, éloigné des lieux de travail des personnels, des élèves et de leurs familles.

Enfin, la modification de la carte scolaire rendrait obligatoire l'inscription des enfants dans l'école la plus proche lorsque celle de secteur est saturée. On peut craindre que certaines communes, notamment rurales, qui jusqu'à présent ouvraient systématiquement de nouvelles classes pour accompagner l'accroissement du nombre d'élèves, puissent désormais surseoir à cette obligation. Les parents devraient alors inscrire leurs enfants dans les communes voisines disposant de places, ce qui impactera le bien-être des élèves (transports, éloignement de son environnement), l'organisation et le budget des familles.

Certains éléments contenus dans ce projet de loi sont intéressants et l'idée de réformer l'enseignement pour accompagner les mutations de société n'est pas incongrue. Mais cela ne peut se faire sans une concertation importante de la communauté éducative et des collectivités locales, notamment des communes qui ont notamment pour compétence la gestion des écoles publiques.

La municipalité de Bouguenais a fait de la politique éducative une priorité depuis plusieurs mandats. Attentive à la qualité du service public d'éducation, notre commune saura se montrer vigilante face aux conséquences des réformes en cours et demeurer à l'écoute de l'expression des enseignants et des parents dont elle partage l'ambition pour une école accessible proposant une éducation de qualité pour tous.



Monsieur Claude BOUCARD  
Président de l'Amicale Laïque de Saint-  
Sébastien-sur-Loire  
32, rue Jean Macé  
44230 Saint-Sébastien-sur-Loire

Paris, le 26 mars 2019

JOËL GUERRIAU

SENATEUR  
DE LA LOIRE-  
ATLANTIQUE

SECRETAIRE DU SENAT

VICE- PRESIDENT DE LA  
COMMISSION DES  
AFFAIRES ETRANGERES,  
DE LA DEFENSE ET DES  
FORCES ARMEES

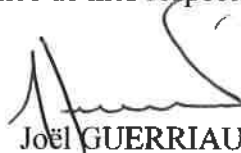
Objet : Projet de loi pour une école de la confiance

Monsieur le Président,

Vous avez bien voulu attirer mon attention sur le projet de loi pour une école de la confiance, dite Loi Blanquer, qui arrive en première lecture ces prochaines semaines au Sénat. Ce texte soulève effectivement de nombreuses questions et inquiétudes qui semblent partagées tout autant par le corps enseignant que par les parents d'élèves et que je partage moi-même.

Lors de son examen, je serai ainsi particulièrement attentif aux dispositions relatives au financement des écoles maternelles, au recrutement de contractuels, aux conseils d'écoles, à la liberté d'expression des enseignants et à la création par amendement de l'Assemblée nationale des établissements publics du savoir fondamentaux dont je proposerai que cet amendement soit effectivement retiré à ce stade, n'ayant fait l'objet d'aucune concertation sur le terrain.

Soyez assurés de ma détermination et, dans cette attente, veuillez recevoir, monsieur le Président, l'assurance de mes respectueuses salutations.



Joël GUERRIAU

Mesdames et messieurs les professeurs,

La confiance est un état d'esprit indispensable si nous voulons transmettre à nos enfants l'essentiel, la confiance en leur réussite et en leur avenir. Or, nous devons avoir à l'esprit que notre École ne réduit pas encore suffisamment les inégalités sociales. 20 % des élèves à l'école primaire ne maîtrisent pas les savoirs fondamentaux, 22 % des jeunes de 20 à 24 ans sont ni en emploi, ni en enseignement, ni en formation.

Changer cette situation dépend de notre capacité à nous unir autour d'objectifs clairs et ambitieux : tous les élèves doivent maîtriser les savoirs fondamentaux (lire, écrire, compter et respecter autrui). Pour cela, nous investissons massivement dans l'école primaire avec plus de 2 300 postes supplémentaires dans un contexte de baisse démographique. Nous dédoublons les CP et les CE1 en Rep et Rep+, ce qui va permettre d'offrir à 300 000 élèves un suivi renforcé. J'ai aussi pris l'engagement d'une amélioration du taux d'encadrement à l'école primaire dans chaque département de France et à chaque rentrée de 2017 à 2022.

Comme vous le savez, le projet de loi pour une École de la confiance est actuellement en discussion au Parlement. Il a été adopté en première lecture par l'Assemblée nationale le 19 février 2019 et sera examiné par le Sénat à partir de la mi-mai. Comme je l'ai indiqué, il s'agit de donner plusieurs leviers nouveaux à notre action collective au service de l'élévation du niveau général et de la justice sociale.

Ainsi, grâce à ce projet de loi, nous approfondissons notre action en abaissant l'âge de l'instruction obligatoire à 3 ans afin de renforcer l'école maternelle. C'est en effet entre 3 et 6 ans qu'il est possible de lutter efficacement contre la première des inégalités et la plus prédictive de l'échec scolaire, l'inégale maîtrise du langage. La loi consacre l'obligation de formation pour tous les jeunes de 16 à 18 ans. Nous aurons donc désormais, de 3 à 18 ans, le cadre pour offrir à nos élèves des parcours scolaires à la fois émancipateurs et adaptés à la diversité de leurs talents.

Une réponse pédagogique plus personnalisée est une des clés de la réussite de tous. Nous avons mis à votre disposition des outils d'évaluation nourris du meilleur de nos connaissances pédagogiques et vous offrant des points de repères nationaux. Je veux vous remercier pour votre engagement dans leur mise en œuvre. Nous continuerons à les améliorer grâce à vos contributions comme nous avons déjà commencé à le faire.

L'un des défis de cette meilleure personnalisation passe par le renforcement de l'École inclusive inscrite dans le projet de loi. L'émergence d'un service public du handicap à l'École va nous permettre de réaliser l'objectif d'une École pleinement inclusive en septembre 2019 avec des accompagnants mieux formés et mieux considérés.

Vous êtes les premiers acteurs des politiques scolaires qui se situent à l'avant-garde du progrès social. À ce titre, tous les Français vous doivent gratitude et respect. L'article 1er du projet de loi, qui ne crée aucune obligation nouvelle pour les professeurs, je tiens à le préciser, rappelle ce principe sur lequel je ne transigerai pas : le respect par les parents et les élèves de l'institution scolaire et de ses personnels.

Cette confiance dans les professeurs se traduira concrètement par le renforcement de votre formation initiale et continue et par votre droit à l'expérimentation pédagogique. Vous en usez déjà pour développer des projets innovants, par exemple ceux dont le but est de garantir aux élèves un continuum pédagogique du CP à la 3e. Nous avons souhaité donner un cadre juridique plus solide à ces expérimentations en offrant la possibilité de créer un établissement public local d'enseignement des savoirs fondamentaux.

La création de cet établissement repose sur l'accord de tous les acteurs locaux, c'est-à-dire de la communauté éducative et des élus. Il représente une liberté nouvelle et non une obligation. En aucun cas, il n'a vocation à faire disparaître des écoles et encore moins leurs directeurs, contrairement à ce qui peut être écrit ici ou là. C'est tout l'inverse. Avec ces nouvelles dispositions, les directeurs seront davantage encore les acteurs locaux de l'école.

La politique menée depuis deux ans, approfondie par ce projet de loi, va nous permettre de mieux accompagner les élèves entre 3 et 18 ans. Durant cette première étape de la vie, il est en effet important de transmettre des connaissances et des valeurs, de susciter de l'envie et de l'engagement, et de donner à tous nos élèves cette confiance en eux-mêmes qui leur permettra d'être pleinement acteurs de leur vie.

Je sais que je peux compter sur votre engagement et sur cette conviction commune que notre École, à la fois exigeante et bienveillante, est le levier principal du progrès individuel et collectif dans notre pays.

Avec toute ma confiance,

Jean-Michel BLANQUER

Ministre de l'Éducation nationale et de la Jeunesse

---

**RE: RE : TR: Compte rendu Rendez-vous Michelle Meunier Sénatrice de Loire Atlantique****Paola Martin** <[paomartin@hotmail.com](mailto:paomartin@hotmail.com)>vendredi 29 mars 2019 à 20:26 réception

À : ACCUEIL ALSS

Cc : alss , Claude BOUCARD , Françoise DROUIN , Anne-Sophie Leclerc , Yves Leroux , TRESORIER Yves Leroux

**Courrier Projet de loi Ecole de la ...**  
195 Ko

Merci.

Je vous joins le retour que l'on a eu d'Aude Amadou, qui nous satisfait absolument pas .

nous avons rencontré Mr Guerriau il y a 15j environ ,il a été à l'écoute et il va nous apporter son soutien .

bonne soirée

Paola

---

**De :** ACCUEIL ALSS <[alss-accueil@orange.fr](mailto:alss-accueil@orange.fr)>**Envoyé :** vendredi 29 mars 2019 20:05**À :** Paola Martin**Cc :** ACCUEIL ALSS; alss; Claude BOUCARD; Françoise DROUIN; Anne-Sophie Leclerc; Yves Leroux; Claude Boucard  
PRESIDENT; TRESORIER Yves Leroux**Objet :** RE : TR: Compte rendu Rendez-vous Michelle Meunier Sénatrice de Loire Atlantique

Bonsoir

Un grand merci pour votre envoi. Cette réunion est très intéressante. Cela prouve que tout n'est pas perdu et que des élus sont sensibles aux problèmes que pose cette loi.

Dominique a bien informé le CA hier soir de votre action de mini-blocus. Les sections d'école étaient présentes, sauf la Martellière dont les représentantes ne pouvaient venir.

Nous préparons un communiqué de presse (au nom de l'Amicale). Je vous en enverrai une copie lorsqu'il sera finalisé, ainsi qu'aux enseignants des écoles. Nous avons également écrit à Mr Guerriau et Mme Amadou la semaine dernière (les enseignants ont été informés). Nous espérons avoir une réponse. Je vous joins les deux lettres.

Merci, si vous avez d'autres actions, de nous en faire part afin que nous puissions, si possible, vous soutenir.

Françoise Drouin

secrétaire ALSS

[alss-accueil@orange.fr](mailto:alss-accueil@orange.fr)

---

**Le :** 29 mars 2019 à 17:32 (GMT +01:00)**De :** "Paola Martin" <[paomartin@hotmail.com](mailto:paomartin@hotmail.com)>**À :** "ACCUEIL ALSS" <[alss-accueil@orange.fr](mailto:alss-accueil@orange.fr)>**Objet :** TR: Compte rendu Rendez-vous Michelle Meunier Sénatrice de Loire Atlantique

Bonjour,

j'ai croisé Dominique Sachot ce soir à l'école et il m'a indiqué que vous souhaitiez être informé de nos actions .

Je pense qu'il vous a indiqué que nous allions faire des mini-blocus de 30 min le matin à l'Ecole de la



Profondine la semaine prochaine .

J'ai donné l'info aux asso des parents d'élèves des 4 autres groupes scolaires de St Seb ..à voir si ça sera suivi

5 écoles de Rezé l'ont fait cette semaine et apparemment ça a bien fonctionné .

Vous trouverez ci-dessous un CR d'un RDV avec la sénatrice Michelle Meunier, qui a eu lieu cet AM.

Je vous remercie pour votre soutien .

Paola Martin

co-présidente UPEP (union des parents d'élèves de la Profondine)

---

**De :** Interconseil Saint Sébastien sur Loire <[Interconseil.StSebastien@outlook.com](mailto:Interconseil.StSebastien@outlook.com)>

**Envoyé :** vendredi 29 mars 2019 16:56

**À :** [emilie.boisrame@orange.fr](mailto:emilie.boisrame@orange.fr); [f.reuze44@gmail.com](mailto:f.reuze44@gmail.com); [fabrice.salancon@wanadoo.fr](mailto:fabrice.salancon@wanadoo.fr); [helene.kerdreux@gmail.com](mailto:helene.kerdreux@gmail.com); [jcapucine@gmail.com](mailto:jcapucine@gmail.com); [johannaguerin@free.fr](mailto:johannaguerin@free.fr); [ludivine.pesqueux@hotmail.fr](mailto:ludivine.pesqueux@hotmail.fr); [sabinemustiere@hotmail.fr](mailto:sabinemustiere@hotmail.fr); [sophie.virginie@free.fr](mailto:sophie.virginie@free.fr); [sylvain.maillard6@gmail.com](mailto:sylvain.maillard6@gmail.com); [delaballe.samuel@orange.fr](mailto:delaballe.samuel@orange.fr); [ingrid.pot@laposte.net](mailto:ingrid.pot@laposte.net); [kititou@hotmail.fr](mailto:kititou@hotmail.fr); [marie\\_landemore@yahoo.fr](mailto:marie_landemore@yahoo.fr); [mick\\_malka@hotmail.com](mailto:mick_malka@hotmail.com); [paomartin@hotmail.com](mailto:paomartin@hotmail.com); Stephanie Lefevre; [ypokamp167@hotmail.fr](mailto:ypokamp167@hotmail.fr)

**Cc :** MARION Patricia; [patrick.lecomte32@wanadoo.fr](mailto:patrick.lecomte32@wanadoo.fr)

**Objet :** Compte rendu Rendez-vous Michelle Meunier Sénatrice de Loire Atlantique

Bonjour à tous,

Cet après-midi j'ai rencontré Michelle Meunier, Sénatrice de Loire Atlantique membre de la commission Affaires Sociales.

J'étais accompagné d'un papa d'une école de St Julien de Concelles et d'une enseignante de St Sébastien.

Son assistante parlementaire a fait un gros travail de recherche et d'analyse sur la loi Blanquer étant élu à l'éducation dans une commune.

Les échanges furent riches et très intéressants, j'ai suivi presque le même plan que nous avons déroulé lors du rendez-vous avec Joel Guerriau.

Elle nous a aussi dit que son sentiment sur cette loi était très proche du notre, son analyse était assez critique sur certains points.

Elle a également proposé de défendre et déposer des amendements que nous pourrions lui proposer s'ils sont en accord avec sa vision.

Les articles qui lui déplaisent principalement sont:

- Article 6 quarter: Le rapprochement des écoles avec les collèges et toutes les implications
- Article 3: L'instruction obligatoire à 3 ans, elle n'est pas contre mais donner une subvention seulement aux communes qui ne donnent déjà pas aux écoles privées n'est pas équitable pour elle. La perte de la carte scolaire est une aberration pour elle.
- L'inclusion: elle n'est absolument pas pour faire de l'inclusion à tort et à travers comme le préconise la loi, elle doit être réfléchi et encadrée par des enseignants spécialement formés

Au sujet des articles 1, 9, 10, 12 et 14 , elle n'avait pas les détails et ne préférait pas se prononcer.

- Article 1: Flou sur la liberté d'expression du corps enseignant
- Article 9: Fin de l'indépendance des évaluations du contenu pédagogique et évaluation des établissements par rapports, entre autre, à leurs résultats --> favorisation des établissements privés qui tri leur élèves avant les examens pour obtenir les meilleurs taux de réussite possible. Il y a d'autres éléments qui ont déjà été détaillés antérieurement.
- Article 10-12: La formation des enseignantes avec la fin des Espé et l'arrivée des Inspé dirigés indirectement par le ministère car le directeur sera nommé et non plus élu.
- Article 14: Les assistantes d'éducatrices devant les élèves (suivant des critères) jusqu'à 8h par semaine. Donc des étudiants.

Voilà j'espère que ce n'est pas trop long et trop confus.

Je reste à votre disposition si vous voulez plus de renseignements.

Merci aux deux personnes m'ayant accompagnés.

François

Mesdames et messieurs les professeurs,

La confiance est un état d'esprit indispensable si nous voulons transmettre à nos enfants l'essentiel, la confiance en leur réussite et en leur avenir. Or, nous devons avoir à l'esprit que notre École ne réduit pas encore suffisamment les inégalités sociales. 20 % des élèves à l'école primaire ne maîtrisent pas les savoirs fondamentaux, 22 % des jeunes de 20 à 24 ans sont ni en emploi, ni en enseignement, ni en formation.

Changer cette situation dépend de notre capacité à nous unir autour d'objectifs clairs et ambitieux : tous les élèves doivent maîtriser les savoirs fondamentaux (lire, écrire, compter et respecter autrui). Pour cela, nous investissons massivement dans l'école primaire avec plus de 2 300 postes supplémentaires dans un contexte de baisse démographique. Nous dédoublons les CP et les CE1 en Rep et Rep+, ce qui va permettre d'offrir à 300 000 élèves un suivi renforcé. J'ai aussi pris l'engagement d'une amélioration du taux d'encadrement à l'école primaire dans chaque département de France et à chaque rentrée de 2017 à 2022.

Comme vous le savez, le projet de loi pour une École de la confiance est actuellement en discussion au Parlement. Il a été adopté en première lecture par l'Assemblée nationale le 19 février 2019 et sera examiné par le Sénat à partir de la mi-mai. Comme je l'ai indiqué, il s'agit de donner plusieurs leviers nouveaux à notre action collective au service de l'élévation du niveau général et de la justice sociale.

Ainsi, grâce à ce projet de loi, nous approfondissons notre action en abaissant l'âge de l'instruction obligatoire à 3 ans afin de renforcer l'école maternelle. C'est en effet entre 3 et 6 ans qu'il est possible de lutter efficacement contre la première des inégalités et la plus prédictive de l'échec scolaire, l'inégale maîtrise du langage. La loi consacre l'obligation de formation pour tous les jeunes de 16 à 18 ans. Nous aurons donc désormais, de 3 à 18 ans, le cadre pour offrir à nos élèves des parcours scolaires à la fois émancipateurs et adaptés à la diversité de leurs talents.

Une réponse pédagogique plus personnalisée est une des clés de la réussite de tous. Nous avons mis à votre disposition des outils d'évaluation nourris du meilleur de nos connaissances pédagogiques et vous offrant des points de repères nationaux. Je veux vous remercier pour votre engagement dans leur mise en œuvre. Nous continuerons à les améliorer grâce à vos contributions comme nous avons déjà commencé à le faire.

L'un des défis de cette meilleure personnalisation passe par le renforcement de l'École inclusive inscrite dans le projet de loi. L'émergence d'un service public du handicap à l'École va nous permettre de réaliser l'objectif d'une École pleinement inclusive en septembre 2019 avec des accompagnants mieux formés et mieux considérés.

Vous êtes les premiers acteurs des politiques scolaires qui se situent à l'avant-garde du progrès social. À ce titre, tous les Français vous doivent gratitude et respect. L'article 1er du projet de loi, qui ne crée aucune obligation nouvelle pour les professeurs, je tiens à le préciser, rappelle ce principe sur lequel je ne transigerai pas : le respect par les parents et les élèves de l'institution scolaire et de ses personnels.

Cette confiance dans les professeurs se traduira concrètement par le renforcement de votre formation initiale et continue et par votre droit à l'expérimentation pédagogique. Vous en usez déjà pour développer des projets innovants, par exemple ceux dont le but est de garantir aux élèves un continuum pédagogique du CP à la 3e. Nous avons souhaité donner un cadre juridique plus solide à ces expérimentations en offrant la possibilité de créer un établissement public local d'enseignement des savoirs fondamentaux.

La création de cet établissement repose sur l'accord de tous les acteurs locaux, c'est-à-dire de la communauté éducative et des élus. Il représente une liberté nouvelle et non une obligation. En aucun cas, il n'a vocation à faire disparaître des écoles et encore moins leurs directeurs, contrairement à ce qui peut être écrit ici ou là. C'est tout l'inverse. Avec ces nouvelles dispositions, les directeurs seront davantage encore les acteurs locaux de l'école.

La politique menée depuis deux ans, approfondie par ce projet de loi, va nous permettre de mieux accompagner les élèves entre 3 et 18 ans. Durant cette première étape de la vie, il est en effet important de transmettre des connaissances et des valeurs, de susciter de l'envie et de l'engagement, et de donner à tous nos élèves cette confiance en eux-mêmes qui leur permettra d'être pleinement acteurs de leur vie.

Je sais que je peux compter sur votre engagement et sur cette conviction commune que notre École, à la fois exigeante et bienveillante, est le levier principal du progrès individuel et collectif dans notre pays.

Avec toute ma confiance,

Jean-Michel BLANQUER

Ministre de l'Éducation nationale et de la Jeunesse